Développement durable et territoires

Économie, géographie, politique, droit, sociologie

Vol. 9, n°2 | Juin 2018

Les temps des territoires

L'articulation des temporalités de la vie quotidienne : nouveaux défis territoriaux des politiques publiques locales

The organisation of temporalities of everyday life: new territorial challenges of local public policies

Dominique Royoux

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/12265>

DOI : 10.4000/developpementdurable.12265

ISSN : 1772-9971

Éditeur

Association DD&T

Référence électronique

Dominique Royoux, « L'articulation des temporalités de la vie quotidienne : nouveaux défis territoriaux des politiques publiques locales », *Développement durable et territoires* [En ligne], Vol. 9, n°2 | Juin 2018, mis en ligne le 15 juin 2018, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/12265> ; DOI : 10.4000/developpementdurable.12265

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.

Développement Durable et Territoires est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

L'articulation des temporalités de la vie quotidienne : nouveaux défis territoriaux des politiques publiques locales

The organisation of temporalities of everyday life: new territorial challenges of local public policies

Dominique Royoux

- 1 L'époque contemporaine est marquée, au sein des sociétés occidentales, par un enchevêtrement des temporalités de la vie quotidienne, qui, sans remettre en cause totalement leur ordonnancement séquentiel (la circulation automobile est toujours sujette à des goulots d'étranglement réguliers lors des déplacements quotidiens ou des congés estivaux), se caractérise par une accélération des porosités entre temps sociaux, entre temps de travail et temps hors travail. Cette tendance est renforcée par l'utilisation permanente et continue des outils numériques de communication (Boulin, 2008 ; Royoux, Vassalo, 2013).
- 2 Cette multiplicité des temporalités a longtemps laissé les individus seuls devant les besoins d'articulation de ces temps sociaux (temps de travail, temps familiaux, liés aux moments de consommation, de loisirs, d'études, de repos...), plus ou moins bien gérés par une offre de mobilité collective.
- 3 Par l'ampleur de leurs conséquences individuelles et collectives, les questions de temps interpellent aujourd'hui les politiques publiques pour ne plus laisser cette responsabilité à la seule sphère privée : au risque d'en faire un puissant facteur d'aggravation des inégalités, en matière d'accessibilité à l'offre de services et de commerces, à l'offre de mobilité collective... cette préoccupation interpelle l'ensemble du champ de recherche des sciences sociales (Fournier, 2013). Elle a suscité également une production scientifique, dans ce champ interdisciplinaire, qui s'est attachée à comprendre l'impact des nouvelles organisations temporelles sur les formes de vie contemporaines, soit sur

des temps particuliers tels que la nuit (Gwiazdzinski, 2005), soit sur des champs particuliers comme l'urbanisme (Mallet, 2013), soit encore en analysant les perturbations qu'elles peuvent entraîner vis-à-vis de principes de vie communs comme le droit à la ville (Grosbellet, 2017). Et ces analyses ont évidemment des impacts sur la conduite des politiques publiques.

- 4 Ce texte s'attache à montrer comment se sont élaborées, depuis le début des années 2000, des réponses publiques aux questions d'articulation et de conciliation des temps sociaux – les politiques du temps –, mises en œuvre principalement par les collectivités locales en Europe et relayées par les associations concernées par les problèmes temporels de la vie quotidienne.
- 5 Les politiques publiques du temps, au-delà d'un ensemble de solutions techniques à proposer aux citoyens, interrogent profondément le sens de l'action publique locale et son projet spatio-temporel, en posant aux décideurs les questions suivantes : quels rythmes globaux veut-on privilégier sur le territoire d'action et pour qui ? Veut-on contraindre les « générateurs de temps » à négocier leurs rythmes imposés avec l'ensemble du corps social ? L'originalité de la démarche tient dans cet objectif de développement durable dont la dimension sociale apparaît sans doute plus concrètement aux yeux du plus grand nombre, en abordant le domaine du « temps », associé simultanément à un champ de liberté et de contraintes.
- 6 L'engagement collectif dans cette voie suppose un renouvellement significatif des formes d'expertise territoriale en privilégiant deux orientations : d'une part, partir des usages et des besoins du plus grand nombre pour mieux appréhender la succession des différents statuts endossés par tout un chacun. On s'intéresse donc aux modes de concertation mis en œuvre dans ce cadre, et aux méthodes d'observation temporelle ; d'autre part, concevoir des modes innovants de conduite des politiques publiques d'aménagement pour les adapter à une diversité des usages et des pratiques quotidiennes : mutabilité possible des espaces, mutualisation des équipements publics, gestion des co-présences sur l'espace public, chartes d'usages de la nuit...
- 7 Cette analyse s'appuie sur l'implication directe de l'auteur à de très nombreuses démarches de politiques du temps depuis le début des années 2000, tant au niveau national (groupe de prospective de la Datar, 2004), que par la présidence de l'association « Tempo territorial » (rassemblant les acteurs publics des politiques du temps) de 2008 à 2017 et la direction de l'agence des temps de l'agglomération de Poitiers de 2001 à 2015, donnant lieu à des analyses intermédiaires (Vassalo, 2005) et à deux documents de synthèse détaillant les objectifs, le contenu, le fonctionnement, les résultats et les évaluations de ces politiques (Royoux, Terny, 2014 ; Hervé, 2014).

1. Temps séquencé de l'action publique locale, temps irrégulier des individus

- 8 L'étude des temporalités de la vie quotidienne est conditionnée par l'évolution de sociétés marquées par une plus grande flexibilité des temps travaillés et de leurs complexités d'agencement à l'échelle des individus et des territoires. Cette caractéristique se combine à une plus grande mobilité, et aussi à de plus grandes opportunités d'activités, conduisant à un sentiment d'accélération (qualifié aussi de « servitude volontaire »), comme l'a démontré Hartmut Rosa (Rosa, 2012).

- 9 Cette catégorie de temporalité remet en cause les représentations et le fonctionnement des unités de lieux, de temps, mais aussi de l'action publique, notamment en matière d'aménagement. L'étude des temporalités de la vie quotidienne entraîne un certain nombre d'inflexions, voire de ruptures méthodologiques et organisationnelles, relatives à la gestion des affaires publiques.
- 10 En effet, le monde de la décision publique locale doit d'abord se convaincre que cette question est une question sociale qui entre dans son champ d'action. Elle devrait, ensuite, se donner les moyens de mieux appréhender les rythmes et les usages du temps sur son territoire de compétence ; et enfin, concevoir et conduire des formes efficaces de concertation avec les usagers comme avec les « générateurs de temps ». On désigne par cette expression les structures qui imposent leurs rythmes collectifs à toutes les autres, en entraînant de grands flux de déplacement (Éducation nationale, hôpitaux, grandes entreprises et administrations). Or, les élus qui pilotent l'action publique locale, ne se sont pas fortement mobilisés, jusqu'à maintenant, pour dialoguer avec les uns (les usagers), et les autres (les prescripteurs de temps).
- 11 Le problème vient de la confrontation entre deux régimes de temporalités différents : celui du temps généralement séquencé de l'action publique locale et celui des rythmes irréguliers et parfois imprévisibles des individus.
- 12 Les décideurs publics et privés du secteur de l'aménagement, eux-mêmes, s'interrogent sur la façon de faire évoluer les projets urbains, en les ajustant mieux aux demandes des usagers ; si celles-ci avaient l'opportunité d'être mieux prises en compte à un moment du processus, elles pourraient orienter utilement une démarche qui, en général, s'étale dans le temps, et dont les objectifs définis au départ de l'opération ne sont plus forcément en phase avec l'équilibre social recherché de ladite opération.
- 13 L'État a historiquement joué un rôle en la matière. Il a défini tout un arsenal de règles et de normes qui pèsent sur l'organisation des temporalités de la vie quotidienne, en matière d'aménagement du temps de travail ou de conditions pour bénéficier de congés de parentalité par exemple. Mais son rôle s'arrête ici, en France, comme dans d'autres pays d'Europe.
- 14 À ce stade, il est nécessaire de prendre la mesure des transformations temporelles à l'œuvre au sein des sociétés contemporaines européennes, concernant notamment la place du travail, à travers quelques indicateurs récemment élaborés.

2. Une hausse continue des horaires atypiques

- 15 D'une manière générale, et c'est régulièrement confirmé par toutes les enquêtes « Emploi du temps » nationales ou européennes¹, on relève une baisse du temps de travail rémunéré pour les hommes et les femmes qui travaillent à temps complet, en France, depuis un siècle ; à cela s'ajoute une hausse symétrique du temps libre, mais qui, depuis 40 ans, ne modifie pas le contenu du temps de loisir, la télévision y demeurant majoritaire. Le temps domestique et le temps partiel sont toujours majoritairement investis par les femmes, et les temps de trajet (domicile-travail, domicile-études, domicile-consommation) continuent d'augmenter.
- 16 C'est sur le contenu du temps de travail que les observations récentes sont les plus novatrices. Nous en retenons quatre qui confirment notre propos centré sur une extension fragmentée des temps travaillés, sur une intensification du travail pouvant

limiter une disponibilité physique et psychologique pour profiter du temps hors travail :

- 70 % des cadres européens travaillent à domicile au moins quatre heures par semaine, en cumulant leur investissement le soir, le week-end ou les congés ;
- en France, près d'un tiers de la population active travaille le week-end, notamment le dimanche, ce qui représente un doublement des effectifs concernés depuis le milieu des années 1970. Ce mouvement s'inscrit dans une tendance marquée également par la hausse du travail de nuit, des horaires décalés, des journées et semaines au temps de travail qui ne se reproduisent pas à l'identique dans le temps, des horaires non prévisibles (liés aux temps partiels, aux contrats à durée indéterminée, à l'intérim). Mais il faut souligner aussi la hausse du travail en équipe de nuit pour les femmes (30 % en 2012, 20 % dix ans auparavant) ; on peut considérer ces données comme les nouveaux marqueurs des inégalités au sein des sociétés européennes contemporaines ;
- la part de salariés qui estime ne pas travailler sous contrainte de temps baisse ; elle a varié de 36 % en France en 1990 à 21 % en 2015 ; par ailleurs, les temps de pause ont été réduits : ils sont passés, en moyenne, de 11,5 mn en 1974 à 6,5 mn en 2010 ;
- enfin, près d'un actif européen sur deux estime être trop fatigué, plusieurs fois par mois, pour effectuer des tâches domestiques ; plus d'un sur cinq (la proportion est stable entre 2005 et 2015), considère que ses horaires et rythmes de travail perturbent sa vie familiale plusieurs fois par mois.

- 17 Avant d'examiner comment les politiques publiques prennent en compte plus précisément cette nouvelle dimension de la vie individuelle et collective et quels sont les conflits qui en résultent, il est nécessaire de faire un détour par un aspect qui identifie la spécificité axiologique de la question des temporalités de la vie quotidienne, à situer avant tout sur le registre des valeurs et des choix de société.

3. « Gérer » le temps : un choix de société à plusieurs échelles

- 18 Quand on évoque par exemple, au niveau local, le thème du travail le dimanche, il est difficile de faire l'impasse d'un débat plus large, sur le rythme dominant que les acteurs souhaitent privilégier pour leur territoire, sur la place du repos, sur ce que signifie « se retrouver » dans sa sphère sociale et les conséquences de ce choix en matière d'accès aux ressources du « ressourcement » (culture, loisirs).
- 19 Car les choix faits au niveau local sur le degré d'ouverture des activités le dimanche renvoient à un questionnement sur le degré « d'ouverture » des services et des commerces souhaités : en continu ? 24 heures sur 24 ? 7 jours sur 7 ? Mais ils sont aussi conditionnés par la prise en compte de ce thème à une échelle nationale ou européenne, à son degré de diffusion dans la société tout entière à une échelle « macro-géographique ».
- 20 Il en est de même pour la question de l'égalité entre les hommes et les femmes, si prégnante quand on s'intéresse à la question de l'articulation des temps sociaux. Il est difficile de proposer une action locale relevant de cette intention politique, et de la rendre toujours active dans le temps, si la même thématique n'est pas partagée par l'ensemble du corps social.
- 21 Autrement dit, la question de la « gestion du temps » s'appréhende à plusieurs échelles et l'observation des rythmes collectifs locaux ne peut être dissociée du poids des structures sociales qui les englobent. Mais les marges de manœuvre des politiques temporelles ont

connu jusqu'ici une deuxième contrainte : celles d'avoir apporté des réponses techniques à des publics prescrits. Les politiques publiques locales sont plus sensibles à la question de l'agencement des temporalités individuelles et collectives, car elles doivent intervenir auprès de populations aux temps contraints qui subissent des formes d'inégalités sociales, de genre, de génération, d'ampleur grandissante. La tentation est grande, alors, de concevoir un certain nombre de dispositifs pour des populations ou des catégories particulières, en matière de mobilité notamment : jeunes mères salariées vivant dans le périurbain où elles ne travaillent pas, jeunes en insertion sans permis de conduire, personnes âgées ou très âgées qui ne sont plus autonomes, mais qui doivent néanmoins se déplacer. Or, ces dispositifs de transport (à la demande essentiellement) ne correspondent pas aux besoins du plus grand nombre, soumis également à la multiplicité des motifs et des besoins de déplacement qui ne sont qu'en partie couverts par l'offre de transport collectif, notamment au sein des territoires de moyenne densité.

- 22 Ce débat a lieu au sein des villes touristiques où les populations ne comprennent pas toujours les efforts d'ouverture des services à l'égard des touristes et la non-prise en charge d'autres besoins quotidiens pourtant éprouvés par une population résidente permanente.
- 23 La question des temps est l'objet d'une telle appropriation personnelle, que sa prise en compte par l'action publique locale doit l'inciter à élaborer des réponses aux citoyens qui ne soient pas seulement de nature juridique, mais aussi éthique. Car la question d'essence démocratique qui se pose constamment est : « Qui décide du temps de l'autre », quand on s'intéresse à la distinction entre temps choisis et temps contraints.
- 24 Trois évolutions majeures ont pesé sur la pertinence de cette dernière distinction qui rend « captive » une partie de la population française. Les changements de rythmes de vie et de qualité de vie liés à la fragmentation du temps de travail sont nombreux : temps de formation plus fréquents, perte d'emploi alternant avec des reprises d'activité (entraînant d'autres conséquences comme l'éventuel changement de statut de son habitation principale) ; la dissociation habitat-emploi ne se réduit pas, bien au contraire : de plus en plus de populations habitent des périphéries relativement denses, mais toujours considérées comme des « couronnes » toujours dépourvues d'une partie des ressources essentielles ; la prise en compte du travail domestique s'équilibre un peu plus en faveur des hommes, mais l'évolution est très lente et nécessite donc la mise en place de services de conciliation vie professionnelle/vie personnelle ou familiale.

4. L'implication progressive des politiques publiques locales dans la « gestion des temps », facteurs d'innovation sociale et spatiale

- 25 Depuis les années 2000, on assiste à une implication progressive des politiques publiques dans la gestion des temps sociaux en France, en Italie, en Espagne, en Allemagne, aux Pays-Bas et en Finlande. Ce sont les associations féministes italiennes, qui, dès les années 1980, avaient lancé le mouvement. En souhaitant s'insérer sur le marché du travail dans un pays qui commençait à manquer de main-d'œuvre, elles ont fait pression sur les pouvoirs publics pour montrer que l'entrée espérée sur le marché du travail était conditionnée par le renforcement des services de garde et de mobilité, aux bons horaires. On touche déjà là à la caractéristique essentielle des « politiques temporelles » : ce lien de

transversalité entre politiques publiques pour rendre efficace l'articulation individuelle et collective des temps sociaux. L'action de ces associations a d'ailleurs tellement bien abouti qu'une loi nationale autorise, depuis 2000, les maires des villes de plus de 30 000 habitants en Italie, à prendre toutes les mesures nécessaires pour coordonner les horaires, y compris émanant de structures privées, concourant ainsi à organiser du mieux possible la vie collective d'un territoire. Ce n'est pas encore le cas en France. Ce point est à mettre en relation avec les difficultés que connaissent, dans le cadre de la décentralisation, un certain nombre de « nouvelles » politiques publiques se basant sur des méthodes transversales, comme les démarches de développement durable ou de lutte contre les discriminations. Elles abordent bien la difficulté de la prise en compte, par l'action publique locale, de thèmes de société nourris de connaissances d'usages évolutifs.

- 26 Nous pouvons, à ce stade, établir une première typologie de l'action des collectivités territoriales ayant engagé des « politiques du temps » (ou politiques temporelles), par le biais notamment de « bureaux du temps », installés au sein des administrations communales et intercommunales. Ce point a déjà été développé par ailleurs (Beyer, Royoux, 2015 ; Hervé, 2014 ; Soumagne, 2015), fruit de la part de l'auteur d'une observation depuis une quinzaine d'années de l'activité des bureaux des temps, en France et en Europe.
- 27 Quatre domaines d'intérêts sont apparus successivement, en phase avec la « demande sociale », et mis en œuvre principalement sous l'impulsion des collectivités territoriales de proximité (communes et intercommunalités essentiellement).
- 28 Un premier domaine concerne la recherche de synchronisation horaire entre administrations, commerces, banques, services, au sein d'un territoire donné : c'est le moment (2000-2005) où les publics les plus contraints par la désynchronisation des activités sociales cherchent à rendre plus efficaces leurs déplacements, parfois en provenance d'une périphérie assez éloignée, pour accéder à une offre de services principalement regroupés dans le centre de la ville centre. Plusieurs initiatives, sous la houlette du secteur public, mais associant un nombre important de partenaires privés et/ou associatifs, ont été prises pour mettre en place des guichets uniques d'offre de prestations lors de la rentrée scolaire par exemple, étalés sur une semaine, permettant ainsi aux parents ayant des enfants de 3 à 10 ans d'effectuer toutes les démarches administratives culturelles, sportives, de la rentrée, en un seul lieu accessible, à des horaires décalés (17 h-20 h) et en une seule fois. Ces actions répondent à un désir, de la part de la puissance publique locale, de comprendre l'enchevêtrement des emplois du temps contemporains et de répondre à la demande des usagers de pouvoir effectuer des démarches simultanées.
- 29 Parmi la trentaine de collectivités en France ayant conduit des politiques du temps, certaines ont inventé les « concerts-sandwichs », entre 12 heures et 14 heures, qui offrent des spectacles gratuits en relation avec les scènes culturelles locales. Ils ont comme objectif de faire découvrir des œuvres à des catégories modestes, habitant un périurbain éloigné, et ne pouvant pas revenir dans la ville centre qu'ils ont quittée à 18 heures après leur travail, et où est groupée cette offre culturelle. Toutes les évaluations de ces initiatives, menées site par site, ont montré un succès grandissant auprès des publics : par exemple à Poitiers, les guichets administratifs de la rentrée scolaire, initiés en 2002, attiraient cette année-là environ 40 familles. Près de 800 personnes les ont fréquentés en 2017, et de plus en plus de pères de famille s'impliquent dans cette opération auparavant « dévolue » aux mères qui assuraient cette tâche de manière fragmentée sur plusieurs

semaines. De même, les « concerts-sandwichs », installés depuis 2012, attirent une fois par mois plus de 500 personnes en moyenne de tous âges et issues de plusieurs sphères professionnelles localisées en centre-ville près du théâtre-auditorium.

- 30 Un second domaine d'intérêt est lié à l'apparition massive des horaires de travail atypiques, à l'orée des années 2010 (37 % seulement des salarié(e)s en France connaissent précisément leurs horaires de travail une semaine à l'avance, révèle la dernière enquête « Emploi du temps » de l'Insee en 2009). Il a rendu nécessaire la création de modes de gardes d'un nouveau type : la garde des enfants à domicile par des professionnels, quand les parents partent tôt ou reviennent tard chez eux. Plusieurs collectivités ont suscité ce genre de service, sous forme associative (et même de groupements d'employeurs, permettant de transformer en emplois à temps complet la somme des multiples sollicitations de quelques heures dont sont l'objet les professionnels de ce secteur d'activité). L'objectif, ici, toujours en relation avec la « demande sociale », et de s'engager dans la création des services de conciliation. Synchronisation, conciliation, deux termes chargés « d'activité temporelle », et dont le secteur public local a découvert peu à peu la forte capacité médiatrice à l'égard de populations en difficulté face à l'articulation de leur temps social.
- 31 Les deux domaines suivants sont de nature différente. Le premier affronte la demande d'extension des possibilités de déplacement au sein d'un territoire donné, en complément des modes classiques de transport en commun : covoiturage, modes doux, modulation tarifaire du prix de ticket de bus selon les horaires ou ouverture privilégiée de la voirie aux transports en commun lors des horaires de pointe...
- 32 À partir d'une « compétence » bien établie dans le registre des collectivités territoriales – les déplacements collectifs –, ce mouvement fut une bonne opportunité pour sensibiliser les collectivités territoriales aux défis temporels. De nombreuses enquêtes conduites par les municipalités auprès de leurs populations pointent des fréquences de transport en commun jugées insuffisantes, ou des réseaux de transport construits en « radiales », devenus moins performants pour relier rapidement les grands espaces d'activités entre eux, généralement situés en première périphérie. La flexibilité des emplois du temps des salarié(e)s de l'ère des services – c'est la grande différence avec la fixité des horaires des entreprises industrielles, même soumises aux 3x8, toujours cadencées par les mêmes rythmes collectifs et les mêmes grilles horaires –, demande aux sociétés de transport une souplesse qu'elles ne peuvent pas toujours assurer : les grandes réformes de l'aménagement du temps de travail des années 2000, ont, en effet, multiplié par trois le nombre de grilles horaires des employeurs, en les étalant en fin de journée, y compris au sein des petites et moyennes entreprises.
- 33 Le dernier domaine des politiques publiques dans lesquelles les réflexions et expérimentations sur le temps se sont introduites, de façon très récente, est celui de l'aménagement (Dameron *et al.*, 2017).
- 34 De nouveaux enjeux émergent aujourd'hui au sein de la question de l'aménagement du territoire et des équipements urbains. Ce phénomène est à mettre en relation avec de nouvelles préoccupations temporelles liées à trois types de mutations de nature sociale et spatiale :
  - la gestion des heures de pointe dans les territoires moyennement ou densément peuplés, fruit d'une politique de spécialisation fonctionnelle qui entrave la fluidité des mobilités et des circulations au sein des espaces urbains. Face à ces difficultés quotidiennes, la réponse des responsables des collectivités territoriales (départements,

intercommunalités) la plus répandue jusqu'ici a été d'augmenter la capacité des infrastructures routières : mais le problème perdure, et d'autres solutions plus innovantes sont énoncées, encore peu expérimentées –comme l'étalement des flux des salariés –, car elles supposent une capacité de dialogue entre les collectivités territoriales et les « générateurs de temps » qui n'existe pas. Ces deux référentiels ont en effet toujours fonctionné de manière séparée et cloisonnée, la responsabilité des employeurs s'arrêtant souvent aux portes de leurs entreprises, en matière de déplacement (ce qui a par contre perduré, de la part des grandes entreprises industrielles, jusque dans les années 1970) ;

- la transformation des pratiques sur les espaces publics que se sont maintenant appropriées en continu de multiples catégories sociales. Se pose alors le problème du choix d'organiser ou non la cohabitation entre les usages, par exemple entre la déambulation lente et la déambulation plus rapide. Aménager les espaces publics en prenant en compte ces deux rythmes de déplacement devient une question d'actualité : elle fait déjà réfléchir des usagers, mais aussi des urbanistes, des géographes et des sociologues, qui ont perçu le renouveau possible des pratiques professionnelles en la matière, et qui peuvent jouer utilement de leurs positions d'interfaces pour convaincre les collectivités territoriales, encore réticentes, de s'engager dans cette direction ;

- la conception des usages des bâtiments eux-mêmes opère un changement de paradigme actuellement, en se détachant d'une vision selon laquelle ces espaces demeureraient dédiés à un seul usage. Les usages et les horaires changent et se transforment à mesure que les demandes des usagers, elles aussi, se diversifient. On peut donner l'exemple de l'occupation des gymnases, des piscines, des équipements sportifs, à propos desquels les dirigeants aujourd'hui sont confrontés à la demande de nouveaux publics, à côté des scolaires et des clubs, comme des collectifs de salariés qui s'estiment tout à fait légitimes pour avoir les mêmes droits d'accès, sans être adhérents d'une association. Polyvalence (plusieurs usages possibles au sein d'équipements publics), mutualisation (pratiques éducatives pour adultes au sein des écoles après la classe), mutabilité (transformation des parkings délaissés des centres piétonniers en commerces), réversibilité (des infrastructures routières en circulation douce), (Vanier et Scherrer, 2013), habitat évolutif (de type intergénérationnel par exemple), constituent aujourd'hui les nouveaux horizons de la conception urbanistique.

- 35 Les projets d'aménagement, souvent longs à réaliser, pourraient eux aussi se bonifier en pratiquant une démarche plus adaptative, sous la forme d'un bilan de l'opération concernée par étapes régulières, sans doute bénéfique pour aboutir, au sein d'une Zone d'aménagement concerté, à un meilleur équilibre des modes d'habitat, et de desserte en transports collectifs, en fonction des usages des habitants les plus récemment installés (possession ou non d'une voiture individuelle, par exemple, permettant d'apprécier la distance aux commerces déjà installés dans les quartiers riverains).

5. Les politiques du temps et la connaissance des usages au cœur des méthodes de diagnostic territorial et des modes de concertation

- 36 La lente appropriation des questions de temporalités de la vie quotidienne par le champ public local s'explique aussi par la difficulté de recueil de données dans ce domaine, notamment quand il s'agit d'observer des usages qui évoluent dans le temps. Elle

s'explique aussi par le fait que les collectivités territoriales sont tiraillées entre le maintien nécessaire d'une offre de services « classiques » à l'usager (guichets au sein des administrations par exemple) et l'utilisation croissante des services numériques. Les collectivités territoriales sont démunies de ce point de vue, car les moyens dédiés aux enquêtes qualitatives sont limités (du fait de la réduction des financements publics), d'autant qu'elles doivent se renouveler régulièrement pour être utiles, ce qui renchérit leurs coûts.

- 37 Néanmoins, on peut identifier aujourd'hui des indices en relation avec l'évolution de la société, traduits dans un premier temps par des questionnements qui recouvrent une forte « charge » temporelle. On peut en donner quelques exemples à partir de faits de société qui ne sont pas toujours spontanément reliés à une connaissance « temporelle » des fonctionnements des territoires.
- 38 Au sein du champ des activités, des activités économiques notamment, il s'agirait de repérer en premier lieu les générateurs de temps, leurs rythmes de fonctionnement, les volumes de flux de déplacements de leurs salarié(e)s, les échelles de ces déplacements, les territoires les plus concernés par ces mouvements réguliers ; il serait souhaitable de repérer aussi les formes d'emploi aux horaires discontinus et/ou atypiques. Le nombre de familles bi-actives, monoparentales, en croissance continue (près de la moitié de l'ensemble des foyers sur la commune de Poitiers) apparaît aujourd'hui indispensable à quantifier.
- 39 Du côté des équipements et des services, il est primordial de quantifier l'offre de commerces, de loisirs ouverts le soir, la nuit, le dimanche, les regroupements de services pour faciliter les démarches, d'analyser la structure de l'offre de transports en commun pour vérifier si elle est organisée en axes, en radiales, en réseaux capillaires au sein des quartiers, s'il existe des cheminements continus alternatifs à la mobilité soliste, des espaces publics multi-fonctionnels, de s'interroger sur l'influence des saisonnalités sur leurs occupations ; il faudrait prolonger l'analyse des choix en matière d'éclairage public dont on sait l'impact discriminant en termes d'accessibilité aux ressources et de sécurité, mais aussi des besoins en salles de réunion et de leur répartition de manière équitable entre les centres-villes et les périphéries.
- 40 En analysant d'autres pas de temps, la place du logement social est aussi un bon indicateur temporel de la dynamique de l'habitat et des trajectoires résidentielles. En effet, l'accentuation des phénomènes de décohabitation au sein du logement familial, mais aussi l'augmentation des séparations conjugales situent le logement social de petite dimension pour une période transitoire comme une « valeur-refuge », y compris au sein des nouvelles périphéries, rendant ainsi possible une certaine proximité entre les membres d'un foyer recomposé (Richard, Royoux, 2014).
- 41 Enfin, il est utile de repérer s'il existe sur les territoires étudiés des instances publiques de régulation des relations temporelles, tels que les bureaux des temps.
- 42 La capacité de déployer ces questionnements suppose un renouvellement des modes de concertation. Les dispositifs en la matière sont encore embryonnaires pour être à la hauteur des enjeux. Majoritairement « descendants » entre les échelons de décision publique et les citoyens, ils n'intègrent pas encore des instances de dialogue souples, mais pérennes entre les collectivités territoriales et les citoyens. La transposition en France et dans les autres pays d'Europe des exemples italiens peut constituer une source d'inspiration féconde : ainsi, en matière d'aménagement ou de réaménagement des places

de plusieurs villes italiennes, plusieurs démarches abouties se sont appuyées sur une concertation menée simultanément en direction de plusieurs publics directement concernés par ces opérations, en veillant à observer en premier lieu les rythmes d'occupation de ces places : ont été ainsi mobilisés des représentants des habitants, riverains, mais aussi de toute l'agglomération, des salariés, des entreprises, des consommateurs, des touristes. Le positionnement des différentes catégories de cheminements piétonniers, celui des bancs publics, des plantations, des espaces de ralentissement de la circulation automobile, des espaces de cohabitation des modes de déplacements ont ainsi été définis par des séances de rencontres multi-publics, régulièrement revisités selon les mutations affectant ce type d'espaces.

Conclusion

- 43 La prise en compte du temps par l'ensemble du corps social est variable selon les contextes territoriaux et institutionnels, mesurée par la sensibilité à la prise en compte des usages dans le design des politiques publiques.
- 44 D'un côté, les normes sociales conditionnent toujours les rythmes de vie choisis par le plus grand nombre : ainsi les possibilités de télétravail ou les décalages des horaires lors des prises de postes le matin, pour éviter les « heures de pointe », pourtant de plus en plus acceptés par les employeurs, sont encore peu mobilisés par les salariés par exemple, pour des questions de représentations de la place du travail dans la vie sociale, à cause aussi des jugements négatifs formulés par les collègues de travail, pour qui déroger à des fonctionnements collectifs est encore mal accepté (Munch, 2014).
- 45 De l'autre, la vie publique, et particulièrement les collectivités territoriales en France, n'ont pas encore pris toute la mesure des conséquences des multiples désynchronisations à l'œuvre au sein des sociétés contemporaines des pays développés.
- 46 Néanmoins une prise de conscience collective de l'impact de ces processus est en marche et donne consistance au « droit au temps » promu par le Conseil de l'Europe, à travers l'une de ses recommandations en octobre 2010.
- 47 Cette avancée est importante, car elle enrichit la conception républicaine française de l'offre de services (publics), notamment, qui fonctionne toujours sur le même principe de droits d'accès qui seraient, au début du XXI^e siècle, toujours équitables pour tous les citoyens, en tout point du territoire national.

BIBLIOGRAPHIE

Beyer C., Royoux D., 2015, « L'aménagement temporel territorial : repenser les territoires en conjuguant espaces et rythmes », *Métropoles*, mis en ligne le 15 décembre 2015, <https://journals.openedition.org/metropoles/5193>.

Boulin J.-Y., 2008, *Villes et politiques temporelles*, La Documentation française, 250 p.

- Dameron C. et al., 2017, *Prendre en compte le temps dans l'aménagement*, Rennes, Tempo Territorial, 153 p.
- DATAR, 2004, Groupe de prospective Temps et territoires, CD Rom.
- Fournier L. S., 2013, « Les temporalités multiples de l'anthropologie, conceptions culturelles et usages sociaux du temps », in Dubar C., Thoemmes J., (dir.), *Les temporalités dans les sciences sociales*, Villematier, Octave Éditions, p. 99-106.
- Grosbellet J., 2017, « Maîtriser les rythmes quotidiens : nouvelle revendication du droit à la ville ? » in Godillon S., Lesteven G., Mallet S., *Carnets de géographe*, n° 8.
- Gwiazdzinski L., 2005, *La nuit, dernière frontière*, Paris, Éditions de l'Aube.
- Hervé E., 2014, « Les politiques temporelles des collectivités territoriales », rapport d'information du Sénat n° 558, Paris, 290 p.
- Mallet S., 2013, « Aménager les rythmes : politiques temporelles et urbanisme », Espacetemps.net, Peer review, <https://www.espacetemps.net/articles/amenager-les-rythmes-politiques-temporelles-et-urbanisme>.
- Munch E., 2014, « L'harmonisation des horaires de travail : en finir avec l'heure de pointe ? », *Métropolitiques*, 22 janvier 2014, <http://www.metropolitiques.eu/L-harmonisation-des-horaires-de.html>.
- Richard E., Royoux D., 2014, « La place du logement social dans les dynamiques territoriales en Poitou-Charentes », *rapport pour l'association régionale des organismes sociaux pour l'habitat en Poitou-Charentes*.
- Rosa H., 2012, *Aliénation et accélération*, Paris, La Découverte, 152 p.
- Royoux D., Terny M., (dir.), 2014, *Les politiques temporelles au cœur de votre territoire*, Rennes, Tempo territorial.
- Royoux D., Vassalo P., (dir.), 2013, *Urgences temporelles*, Paris, Syllepse, 300 p.
- Scherrer F., Vanier M., (dir.), 2013, *Villes, territoires, réversibilités*, Paris, Hermann, 299 p.
- Soumagne J., (dir.), 2015, *Temps et usages de la ville*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 248 p.
- Vassalo P., « Ville et politiques temporelles », *Mouvements* 2005/3 (n° 39-40), p. 112-120.

NOTES

1. L'ensemble des données de ce paragraphe ont comme source les études de la Dares, de l'Insee, de la Fondation (européenne) sur les conditions de travail basée à Dublin, menées régulièrement de 2000 à 2015.

RÉSUMÉS

L'époque contemporaine est marquée par un enchevêtrement des temporalités de la vie quotidienne qui se caractérise par une accélération des porosités entre temps sociaux, entre temps de travail et temps hors travail. Ce trait de société présente un signe d'aggravation des inégalités entre individus et territoires. Ce texte s'attache à montrer comment se sont élaborées, depuis les années 2000, des réponses publiques aux questions d'articulation et de conciliation des temps sociaux de la part des collectivités territoriales, en France et en Europe.

The contemporary era is marked by increasing intermeshing of the temporalities of daily life. This intermeshing is characterized by an acceleration of the porosity between social time, working time and leisure time. This feature of society is a sign of the growing inequalities between individuals and territories. This article aims to show how public responses have developed (by local authorities in France and in Europe), since the early 2000s, to the issue of the connections and compromises involved in social time.

INDEX

Mots-clés : synchronisation et désynchronisation des temps sociaux, articulation et conciliation des temps sociaux, inégalités, vie quotidienne, politiques du temps, aménagement temporel, collectivités territoriales

Keywords : synchronization and desynchronization of social time, connections and compromises of social time, inequalities, everyday life, temporal policies, time planning, territorial communities

AUTEUR

DOMINIQUE ROYOUN

Dominique Royoun est professeur de géographie à l'université de Poitiers ; directeur du laboratoire RURALITES (EA 2252/MSHS-Université de Poitiers) ; principaux thèmes de recherche : le rapport à l'espace de l'action publique locale ; temps, temporalités et territoires ; les modalités contemporaines de médiation territoriale.